



Maurice Kamto dénonce l'ingérence du gouvernement dans les affaires internes du PCRN et dénonce l'interdiction du congrès.

Le président du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), Maurice Kamto, a exprimé son mécontentement face à l'ingérence du gouvernement dans les affaires internes du Parti camerounais pour la reconstruction nationale (PCRN), ainsi que l'interdiction de son congrès. Cette réaction est venue à la suite de l'annonce de l'interdiction du congrès du PCRN dirigé par Cabral LIBI, qui devait avoir lieu du 15 au 17 décembre 2023 à Kribi.

Maurice Kamto a partagé sur son compte Twitter le texte complet de la décision du Sous-Préfet de l'Arrondissement de Kribi II, datée du 23 novembre 2023, justifiant l'interdiction de la manifestation publique du PCRN. Selon le document, cette action serait due aux dissensions internes au sein du parti, qui seraient susceptibles de troubler gravement l'ordre public. Kamto, quant à lui, considère cette décision comme une atteinte grave aux libertés publiques et une immixtion inacceptable dans le fonctionnement interne d'un parti politique légalisé.

Le leader de l'opposition souligne également le traitement différencié réservé aux partis politiques, en particulier ceux au pouvoir. Il met en évidence les dissensions internes qui secouent régulièrement ce parti sans que ses manifestations publiques ne soient jamais interdites. Kamto propose qu'au lieu d'anticiper des troubles graves à l'ordre public de manière

spéculative, le Sous-Préfet aurait pu demander la présence des forces de maintien de l'ordre lors de la manifestation pour intervenir en cas de besoin. Il critique également le caractère inégalitaire du multipartisme camerounais, soulignant qu'il existe près de 400 partis politiques dans le pays, mais seul un parti et ses alliés peuvent mener leurs activités normalement.

Il soulève également l'incohérence du gouvernement qui se vante d'accorder des agréments à de nouveaux partis politiques tout en restreignant les libertés et en caricaturant la démocratie dans le pays. Kamto appelle donc le gouvernement à rectifier le tir et à permettre au PCRN de tenir son congrès pour lequel il avait déjà reçu le récépissé de déclaration.

Il est important de rappeler que cette interdiction intervient quelques jours avant le congrès prévu du MRC, qui devait se tenir du 9 au 10 décembre 2023 au Palais des Congrès de Yaoundé. Cette situation soulève donc des inquiétudes quant à la liberté d'expression et d'organisation politique dans le pays